

Sommes-nous dans l'«helicopter medicine»?

L'invité
Idris Guessous
Médecin-chef
du Service
de médecine
de premier
recours HUG*



Le périmètre de vie sans supervision des enfants, adolescents et adolescents s'est drastiquement réduit ces dernières décennies, passant de plusieurs kilomètres à quelques dizaines de mètres de leur domicile. L'espace de vie sans supervision est devenu théoriquement nul aujourd'hui avec les applications de géolocalisation télé-chargées par les parents. Dans les années 1980, aux États-Unis, 80% des enfants se rendaient seuls à l'école, ils ne sont plus que 10% aujourd'hui. Ces tendances sont notamment le fruit de l'«helicopter parenting». Les parents hélicoptères se caractérisent par un comportement excessivement attentif et surprotecteur envers leurs enfants, souvent au point de surveiller et de contrôler de manière très, trop, étroite leurs activités et décisions**. Ce style de parentalité est motivé par un sincère désir de protéger, le but étant de prévenir tout danger et échec. Mais les effets de l'«helicopter parenting» sont conséquents et inquiétants pour les enfants, adolescents et adultes. Ceux-ci présentent une plus faible estime de soi, une perte de capacité de résilience, plus de troubles anxieux et dépressifs. Le mécanisme? La perte d'autonomie. Lorsqu'on lit que près de 60% des médecins interrogés déclarent, en 2023, que ce qu'ils et elles apprécient le moins dans leur métier est la perte d'autonomie, qu'un tiers des médecins interrogés mentionnent la perte de contrôle et d'autonomie comme une cause de burn-out***, est-il possible que nous soyons en quelque sorte entrés dans de l'«helicopter medicine»? Bien sûr, la documentation excessive et le contrôle permanent par les agences sont des facteurs contribuant à la perte accélérée ces dernières décennies d'autonomie des médecins. Mais le contrôle par les hiérarchies elles-mêmes, comme celles des parents dans l'«helicopter parenting», doit également être considéré comme un facteur potentiellement responsable du désenchantement des médecins. Lorsque le contrôle surpasse l'au-

tonomie, les conséquences sur les personnes, quelle que soit leur profession (et leur âge), sont la démotivation, le désengagement, la perte de confiance et d'estime de soi, et la perte de capacité de résilience. C'est pour les vertus de l'autonomie que nous nous efforçons au quotidien de rendre les patients et patientes plus autonomes dans la gestion de leur(s) maladie(s). L'autonomie, sine qua non à l'engagement et à la satisfaction des médecins et autres professionnels et professionnelles de santé, s'est paradoxalement réduite dans le cadre d'un leadership certes participatif mais qui, compte tenu de l'évolution du système et de la société, présente une plus constante supervision et d'importants contrôles. Au-delà de la satisfaction et de l'engage-

«La qualité des soins et l'efficacité de nos actes ne peuvent être sacrifiées.»

ment, cette réduction est aussi problématique pour l'apprentissage de la responsabilité, puisque pour devenir de plus en plus responsable de ses décisions et actes, il faut devenir de plus en plus autonome. Bien sûr, la qualité des soins et l'efficacité de nos actes ne peuvent être sacrifiées sur l'autel de l'autonomie des médecins. C'est donc une équation difficile mais pas impossible à résoudre. Il s'agit de rapprocher, le plus possible, les fortes attentes et envies d'autonomie et de facto de responsabilités des médecins, des besoins des institutions et systèmes de santé. Seules les institutions de santé qui parviendront à réduire la distance entre ces deux principes, de besoins et d'attentes, seront en capacité de répondre aux enjeux d'une médecine qui doit impérativement se transformer.

* Vice-doyen, Faculté de médecine UNIGE
** Julie Lythcott-Haims. «How to raise an adult: Break free of the overparenting trap and prepare your kid for success». Pan Macmillan, 2015. ISBN, 1509818340
*** «Medscape Physician Burnout & Depression Report 2024». Disponible sur: <https://www.medscape.com/2024-lifestyle-burnout>

www.tdg.ch

Hôpital
● Mobbing Lire notre enquête déclenchée par des témoignages sur des années de mobbing et d'humiliations au Service de chirurgie maxillo-faciale et orale des HUG. Une dizaine de collaborateurs se plaignent alors que les HUG réfutent le contenu de leurs doléances.



Océans
● Plancton S'informer sur la disparition du plancton et ses conséquences dramatiques pour la vie marine. Cette problématique vient d'être présentée devant l'Assemblée générale de l'ONU à New York par le Manifeste du plancton.



Démographie
● Nos millions Lire l'interview du démographe Hendrik Budliger à propos du nouveau chiffre de la population suisse, qui atteint 9 millions. Ses réponses ne sont pas celles qu'on pouvait attendre.



Courrier des lecteurs

Voisins d'un hôtel à insectes...

Lettre du jour

Genève, 22 septembre Voici quelques mots au sujet des hôtels à insectes (très à la mode par ces temps de soucis liés au dérèglement climatique) et dont le commerce semble se porter à merveille. À côté de notre petit jardin, il y a le grand jardin d'une Fondation (cette précision pour comprendre que personne n'habite à cette adresse voisine et ne profite de ce grand jardin entretenu), où est installé un de ces imposants hôtels à insectes, pour ne pas dire paradis pour insectes.

Pour nous, voisins d'à côté, c'est l'enfer du printemps à l'automne... Nous ne pouvons pas profiter de notre jardin tellement la concentration d'insectes autour de nous est grande. Dès que nous sortons dans le jardin et que nous nous installons autour de la table, le risque de piqure ne se fait pas attendre plus de trois minutes. Bref, pour profiter d'être dans jardin, il nous faut nous sprayer de la tête aux pieds de divers produits répulsifs, pour la plupart des produits chimiques, sinon nous sommes piqués de partout...

Ces hôtels à insectes sont une belle impulsion écologique, mais si cela nous impose à nous les humains d'utiliser plein de sprays pour nous protéger, où est le vé-



ritable gain écologique? Ou pire, doit-on rester dedans enfermé par beau temps parce que c'est extrêmement désagréable d'être entouré de tous ces insectes et de se faire piquer dès que nous sommes dans le jardin?

Ne faut-il pas plutôt installer ces incubateurs d'insectes dans la nature, en dehors des habita-

tions? De plus, cela a un réel coût financier pour nous, et ne parlons pas des méfaits de ce genre de produits sur notre peau, particulièrement sur celle des enfants en bas âge, même si nous achetons (à prix fort) des sprays adaptés pour les petits...

Nous serions heureux de savoir ce que l'on peut, en toute ob-

jectivité, raisonnablement entreprendre pour qu'être dans le jardin soit aussi le paradis pour nous les humains. Peut-être osons-nous mettre notre intérêt et notre bien-être devant celui des insectes en ville? En vous remerciant par avance de bien vouloir lancer ce débat, pensées positives.

Dana Dovat

Kingsolver

Genève, 24 septembre Comment peut-on consacrer un article sur deux longues colonnes à «On m'appelle Demon Cop-head», un roman par ailleurs passionnant (voir «Tribune» du 23 septembre), sans donner la moindre information sur l'auteur, et sans citer le nom de la traductrice? Or Barbara Kingsolver, âgée de 69 ans, est une romancière, essayiste, poète américaine qui a publié de nombreux ouvrages et récolté de nombreux prix. La même traductrice, Martine Aubert, a traduit plusieurs de ses romans, dont le dernier qui a reçu le Prix Pulitzer, mais aussi «L'Arbre aux haricots», «Les cochons au paradis», «Des vies à découvert». Ayant une formation scientifique, Barbara King-

solver s'intéresse à la biodiversité, à la justice sociale. L'un de ses premiers ouvrages avait pour sujet le rôle des femmes dans la grève minière en Arizona en 1983-1984, qu'elle avait suivie comme jeune journaliste. Bref, une écrivaine qui mérite d'être découverte.

Anne Cendre

Tsunami

Chêne-Bougeries, 19 septembre Liquidation. C'est ce qui se dessine pour notre Julie cantonale qui, après moult coupes de personnel échelonnées dans le temps pour assurer sa ligne de flottaison, se trouve prise dans un tsunami de disparition. Vent de panique à bord, lecteurs et lectrices, monde politique, montent au créneau pour tenter de freiner

la vague submersive de l'application des directives de TX Group par Tamedia, propriétaire du titre. La nouvelle cheffe des opérations, venue de la très structurée RFA, [...] s'adresse au personnel ou aux médias dans la seule langue de Goethe, certes châtiée, mais il s'agit quand même d'un jour-

Écrivez-nous

Vos réactions, votre opinion nous intéressent. Envoyez votre lettre à courrier@tdg.ch, ou à Tribune de Genève, courrier des lecteurs, case postale 5155, 1211 Genève 11. Votre texte doit être concis (1400 signes maximum), signé et comporter vos adresse et téléphone. La rédaction se réserve le droit de choisir les titres et de réduire les lettres.

nal et d'un personnel de langue française, du canton de Genève. Donc la langue française, ne la connaissant pas [...] elle a toute latitude pour considérer que nous sommes quantité négligeable. [...] La situation pourrait sembler cocasse si elle n'était aussi tragique. Mais cela montre bien avec quel mépris nous sommes traités par la direction alémanique et par les actionnaires suisses et internationaux qui n'en ont rien à faire de la «Tribune de Genève», de son personnel et de sa bande de sauvages de lecteurs. Face à cette intraitable loi du marché, seuls les remparts citoyens peuvent freiner ce tsunami liquidateur. Pourquoi pas? Après tout, en 1602, nous avons bien gagné la bataille de l'Escalade!

Léon Meynet

Les projets de développement sont indispensables

L'invité
Felix Gnehm
Directeur de
Solidar Suisse
et vice-président
d'Alliance Sud



Au Burkina Faso, des dizaines de milliers d'enfants meurent de maladies, de malnutrition, de la chaleur, du manque d'eau dans le contexte du conflit au Sahel. Un enfant sur dix n'atteint pas l'âge de 5 ans. En tant que société, en tant que Suisse attachée à sa tradition humanitaire, en tant que l'un des pays les plus riches au monde, nous avons les moyens de sauver la vie d'un grand nombre de ces enfants. Aujourd'hui, nous débattons de la durabilité des projets de développement de la Suisse, de leur pertinence et de leur utilité. Nous nous demandons si la Suisse doit maintenir son niveau d'engagement dans la coopération au développement et continuer ainsi à

aider les personnes les plus pauvres de la planète dans la même mesure. Cet automne, le parlement se prononcera sur le message relatif à la stratégie de coopération internationale 2025-2028, déjà adopté par le Conseil fédéral. Lors des débats parlementaires, différents secteurs de la société sont opposés les uns aux autres dans le but de réduire de manière drastique l'engagement de la Suisse. Selon le Conseil des États, 2 milliards de francs devraient être prélevés du budget de la coopération au développement pour l'armement, alors même que les besoins et l'insécurité ne cessent d'augmenter. Le Conseil fédéral a déjà décidé de détourner 1,5 milliard de francs de la coopération au développement au profit de la reconstruction de l'Ukraine, malgré une opposition marquée, y compris au centre, comme l'a révélée la consultation sur la stratégie de coopération internationale. Le détournement des fonds vers l'Ukraine ainsi que les réduc-

tions supplémentaires de plusieurs milliards discutées actuellement au parlement entraîneront la disparition d'innombrables projets dans le Sud global, liés à la promotion économique, à l'éducation, à la santé, à la sécurité alimentaire et à l'eau potable. En raison des coupes budgétaires, de nombreux agriculteurs et agricul-

«Des personnes perdront un accès à l'éducation de base.»

trices ne recevront plus d'aide financière et feront face à d'immenses dettes. Des personnes perdront un accès à l'éducation de base et à la formation professionnelle. La Suisse sera aussi contrainte de réduire son soutien dans des régions en crise, comme la zone du Sahel, allant du Soudan au Burkina Faso. Les ONG ne

peuvent pas combler le vide laissé par la Suisse officielle. Pour aider les enfants mentionnés au début du texte, Solidar Suisse a réussi à augmenter ces projets de 2 à 10 millions de francs par an au Burkina Faso. Cependant, face à 2 millions de personnes déplacées et qui dépendent de l'aide humanitaire, cela reste largement insuffisant. Si la Suisse se détourne de la solidarité, un très grand nombre de personnes perdront leurs moyens de subsistance; et nous, nous perdons notre intégrité morale. Des projets et des programmes mis en œuvre sur le long terme s'effondreraient comme des châteaux de cartes. En réduisant de manière drastique notre coopération internationale, nous nuirions également à notre propre pays. L'abandon de ces formes de lutte contre la pauvreté accélérerait la migration vers l'Europe. La Suisse affaiblirait ainsi sa sécurité, sa politique étrangère et économique, ainsi que sa prospérité.